Industrie Canada Industry Canada

Canada

Premier trimestre de 2012 www.ic.gc.ca/moniteurcr

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Cette publication fournit de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. La série fait état des tendances au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche d'actualité et examine les principales grappes technologiques où il y a investissement.

INTRODUCTION

Le présent numéro traite des activités observées au cours du premier trimestre de 2012 en matière d'investissements en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada. Il décrit également les récentes annonces de budget des gouvernements fédéral et provinciaux à l'appui du capital de risque.

APERÇU DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Investissement et mobilisation de fonds

Croissance importante de la mobilisation de fonds par des fonds indépendants privés de capital de risque au cours du premier trimestre de 2012

Les investissements en capital de risque ont connu un ralentissement au Canada au cours du premier trimestre (T1) de 2012, pour descendre sous la barre des 300 millions de dollars pour la première fois en un seul trimestre depuis le T4 de 2010. Les investissements totaux de fonds de capital de risque dans des entreprises canadiennes s'élevaient à 263 millions de dollars entre janvier et mars 2012, soit 34 % de moins que les 398 millions de dollars investis au cours de la même période en 2011 (tableau 1). Les niveaux des décaissements ont également chuté de 38 % d'un trimestre à l'autre, comparativement aux 423 millions de dollars qui ont été investis dans des entreprises au cours du T4 de 2011 (figure 1). Cette baisse était plus marquée au Québec, où on a enregistré une baisse historique des investissements (figure 5).

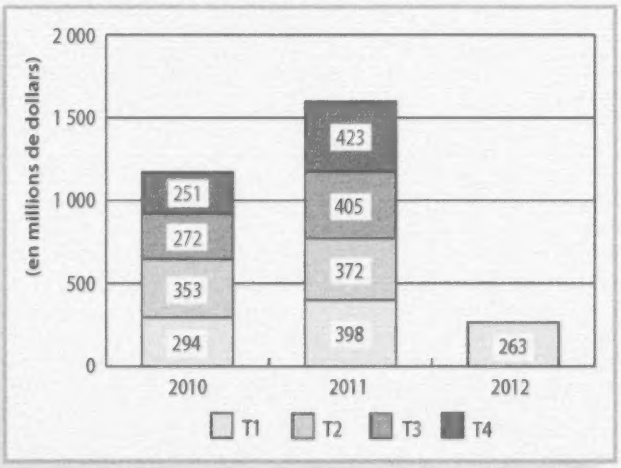
En comparaison, la mobilisation de capital de risque au Canada a connu l'un de ses trimestres les plus forts ayant été enregistrés ces derniers temps, avec une croissance importante d'année en année se traduisant par de nouveaux capitaux évalués à 742 millions de dollars engagés dans les fonds au cours du T1 de 2012 (tableau 1). Ces chiffres représentent plus du double des 306 millions de dollars engagés dans la mobilisation de fonds au cours de la même période en 2011. Les fonds indépendants privés étaient au premier rang de la mobilisation de fonds au cours du trimestre, avec un total de 554 millions de dollars en nouveaux approvisionnements dans le marché canadien, ce qui dépasse les montants récoltés à ce chapitre en 2010 et 2011. Les fonds de détail ont récolté une somme supplémentaire de 181 millions de dollars entre janvier et mars 2012.

Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, premiers trimestres de 2011 et de 2012

	T1 de 2011	T1 de 2012	Variation en %
	(en millions de dollars)		
Investissement	398	263	-34
Mobilisation de fonds	306	742	142

Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Figure 1 : Investissement en capital de risque, par trimestre, de 2010 à 2012



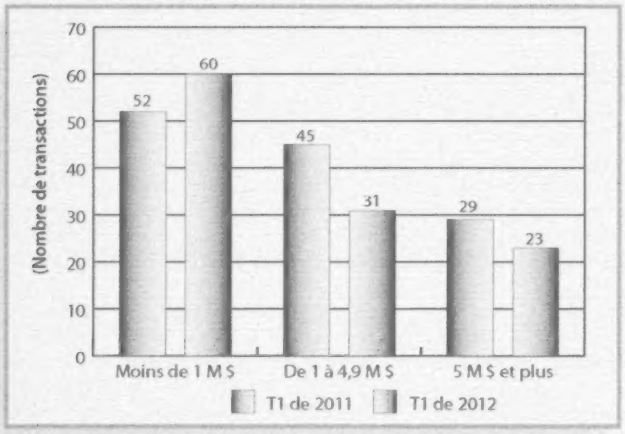
Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Valeur des transactions

Baisse de la valeur des transactions au cours du T1 de 2012, comparativement au T1 de 2011

Le financement total a connu une baisse de 135 millions de dollars (12 transactions en moins) au T1 de 2012, comparativement au T1 de 2011. Ce déclin en financement a résulté principalement d'une réduction de la valeur des transactions, les sommes investies par entreprise au cours du trimestre ayant représenté en moyenne près de 2,3 millions de dollars alors qu'elles se chiffraient à 3,2 millions de dollars au T1 de 2011. Depuis la récession, la valeur des transactions canadiennes de capital de risque se sont généralement situées, en moyenne, en deçà des 3 millions de dollars, car de plus en plus, les investisseurs effectuent des transactions de moins de 1 million de dollars. Remarquablement, le T1 de 2012 a connu très peu de transactions d'une valeur de 5 millions de dollars et plus (figure 2). Il s'agissait là des quelques transactions les plus importantes réalisées en un seul trimestre au cours de la dernière décennie. Résultat : les entreprises soutenues par le capital de risque au Canada ont recueilli 31 % seulement des sommes allouées aux entreprises situées aux États-Unis au cours du premier trimestre.

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, premiers trimestres de 2011 et de 2012



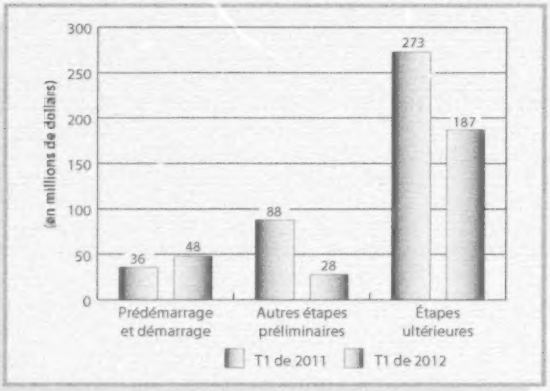
Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Étapes du développement

Hausse des investissements dans les entreprises qui sont à l'étape du prédémarrage et du démarrage, comparativement à la baisse des investissements dans les entreprises qui sont à d'autres étapes de leur développement

Les investissements dans les entreprises qui sont à l'étape du prédémarrage et du démarrage ont connu une amélioration au cours du T1 de 2012, alors que 48 millions de dollars ont été alloués à 33 entreprises, comparativement à 36 millions de dollars à 28 entreprises au cours de la même période en 2011 (figure 3). Les investissements aux premières étapes réalisés dans les entreprises œuvrant dans le secteur des sciences de la vie étaient particulièrement courants, près de la moitié des 93 millions de dollars attirés par le secteur ayant été investis dans de très jeunes entreprises. Le financement d'une année à l'autre a chuté aux deux autres étapes du financement évaluées, les entreprises qui sont à d'autres étapes préliminaires de leur développement (28 millions de dollars investis dans 15 entreprises) et les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de leur développement (187 millions de dollars investis dans 66 entreprises) ayant pour leur part affiché chacune une activité sensiblement plus faible.

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, premiers trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Constance au chapitre des investissements subséquents malgré une diminution des nouveaux investissements

Sur les 114 transactions réalisées au T1 de 2012, 41 constituaient de nouveaux investissements dans des entreprises et 73, des investissements subséquents dans des sociétés de portefeuille (tableau 2). Les nouvelles transactions réalisées au T1 de 2012 étaient évaluées à 48 millions de dollars, soit près du tiers des montants investis dans les nouvelles transactions réalisées au T1 de 2011. La baisse du nombre de nouveaux investissements au cours du T1 de 2012 était plus importante dans les transactions d'étapes avancées de développement, ce qui justifie en partie le déclin des investissements en général observé au cours du trimestre (tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, du premier trimestre de 2011 au premier trimestre de 2012

Investissements		T1 de 2011	T2 de 2011	T3 de 2011	T4 de 2011	T1 de 2012
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	17	12	25	20	18
	Autres étapes préliminaires	3	3	4	4	5
	Étapes ultérieures	34	40	40	36	18
	Toutes les étapes	**54**	**55**	**69**	**60**	**41**
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	11	15	15	16	15
	Autres étapes préliminaires	22	20	14	12	10
	Étapes ultérieures	39	49	52	66	48
	Toutes les étapes	**72**	**84**	**81**	**94**	**73**

Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

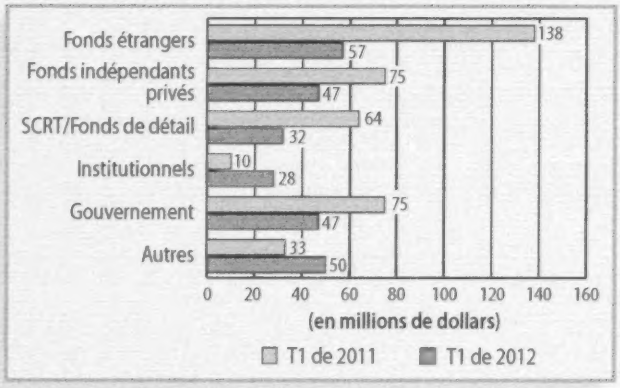
Les investissements subséquents d'une année à l'autre sont restés relativement constants avec 73 transactions (d'une valeur de 215 millions de dollars) réalisées au T1 de 2012 comparativement à 72 transactions au cours du T1 de 2011. La plupart des activités subséquentes ont été effectuées à des étapes avancées de développement, ces entreprises ayant attiré 164 millions de dollars ou 62 % de l'ensemble du capital de risque investi au cours du trimestre.

Type d'investisseur

Baisse de l'investissement d'une année à l'autre par les sociétés à capital de risque de travailleurs, les fonds étrangers, les fonds indépendants privés et les fonds de gouvernement

La réduction du nombre d'investissements en capital de risque au T1 de 2012 a résulté de la baisse des investissements provenant de fonds de capital de risque types tels que les fonds étrangers, les fonds indépendants privés, les fonds des sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et les fonds de détail. Les SCRT et les investisseurs de fonds de détail ont uniquement contribué à hauteur de la moitié des montants en capitaux au T1 de 2012 (32 millions de dollars) comparativement au T1 de 2011 (64 millions de dollars). Les contributions des fonds indépendants privés sont passées de 75 millions de dollars au T1 de 2011 à 47 millions de dollars au T1 de 2012 et, plus remarquable encore, les sources étrangères ont investi 57 millions de dollars, ce qui représente leur plus faible trimestre depuis le T2 de 2003 (figure 4).

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, premiers trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Les sources de capital du gouvernement sont restées très actives au cours du trimestre, avec une contribution d'environ 47 millions de dollars au profit d'entreprises canadiennes. Ainsi, les sources gouvernementales ont été à la base de près de 18 % des investissements en capital de risque réalisés au cours du trimestre, soit au-dessus de la moyenne type par trimestre. Il s'agissait du montant le plus élevé pour un seul trimestre depuis la même période de l'année précédente, les sources gouvernementales ayant alors contribué pour un montant record de 75 millions de dollars en un seul trimestre au profit d'entreprises canadiennes.

D'autres investisseurs tels que les fonds de sociétés et les investisseurs institutionnels ont été plus actifs au cours du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Plus particulièrement, OMERS Ventures, le volet capital de risque du fonds de pension de l'Ontario Municipal Employees Retirement Savings, a réalisé en mars un investissement important d'une valeur de 20 millions de dollars au profit de HootSuite Media Inc. à Vancouver.

Mobilisation de fonds

Fort rendement au chapitre de la mobilisation des fonds par les fonds indépendants privés au cours du trimestre

Comme il a été souligné précédemment, la mobilisation de capital de risque a connu au Canada une croissance particulière d'une année à l'autre au T1 de 2012, enregistrant le rendement le plus fort en un seul trimestre en près d'une décennie. En tout, 742 millions de dollars ont été engagés dans des fonds canadiens au cours du trimestre, soit près du double des 306 millions de dollars engagés dans des fonds au cours de la même période en 2011. Le capital recueilli au cours du trimestre représente près de trois trimestres de la mobilisation de fonds réalisée en 2011, ce qui augure bien pour la mobilisation de fonds au Canada pour 2012.

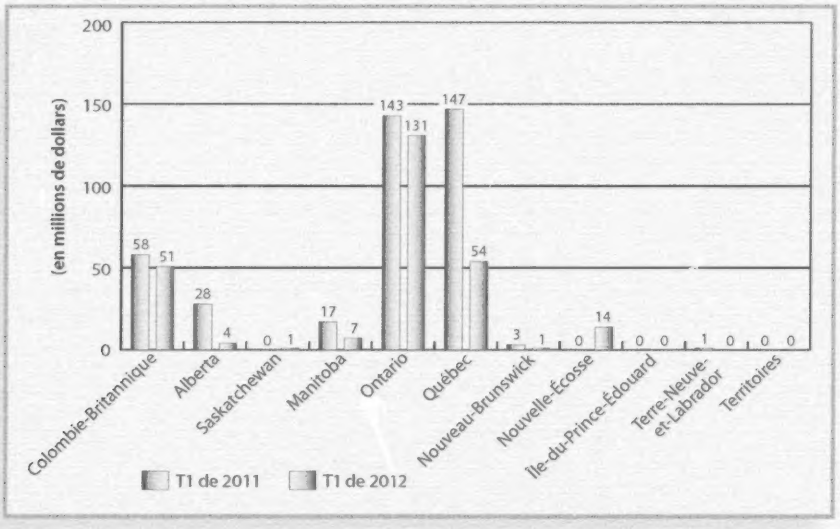
Même si la SCRT a obtenu 181 millions de dollars en nouveaux approvisionnements, la majorité des nouveaux capitaux, soit 554 millions de dollars en nouveaux approvisionnements de capitaux, ont été amassés par les fonds indépendants privés. Ces chiffres comprennent la dernière tranche de 150 millions de dollars de *Blackberry Partners Fund II*, la première tranche de 101 millions de dollars de *Lumira Capital II Fund*, la première tranche de 100 millions de dollars de *SAIL Venture Partners Canadian Cleantech Fund* (un partenariat entre *SAIL Venture Partners* et *Stifel Financial Corp.*) et la première tranche de 85 millions de dollars de *Cycle Capital Fund III LP*. Le reste de la mobilisation de fonds est complété par un ensemble de fonds de capital de risque à des étapes préliminaires, notamment le *Merck Lumira Biosciences Fund*, le *MaRS Cleantech Fund LP* et l'*Extreme Startups Accelerator Fund*. Les 554 millions de dollars recueillis par des fonds indépendants privés au cours du T1 de 2012 dépassent les efforts de mobilisation annuels totaux de 2010 et 2011.

Répartition régionale

Le Québec enregistre les niveaux d'investissement les plus bas jamais connus en un seul trimestre

Les valeurs d'investissement en capital de risque, à l'image des niveaux totaux plus bas au cours du trimestre, étaient à la baisse presque partout au Canada. Les investissements étaient particulièrement faibles au Québec où les entreprises ont attiré 54 millions de dollars, soit 63 % de moins que les 147 millions de dollars investis durant le T1 de 2011 (figure 5). Ces résultats sont les pires jamais enregistrés en un seul trimestre pour les investissements au Québec. Les entreprises situées au Québec ont attiré un cinquième de l'ensemble des montants investis au T1 de 2012, ce qui est loin des 33 % qu'elles ont attiré en moyenne ces dernières années.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, premiers trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Près de la moitié de tous les montants de capital de risque au Canada ont été placés dans des entreprises de l'Ontario, dont 131 millions de dollars investis dans 43 entreprises (tableau 3). Néanmoins, les investissements en capital de risque dans la province étaient en baisse de 9 % par rapport aux 143 millions de dollars investis au cours du T1 de 2011. La Colombie-Britannique a attiré 51 millions de dollars au cours de cette période, soit 19 % de tous les décaissements, ce qui représente une baisse de 13 % par rapport aux 58 millions de dollars investis l'année précédente. En Alberta, 4 millions de dollars ont été investis durant cette période, ce qui représente une baisse par rapport aux 28 millions de dollars investis au T1 de 2011. Les activités basées au Canada atlantique ont montré une croissance d'une année à l'autre, grâce à des investissements de 15 millions de dollars au T1 de 2012, ce qui représente plus du triple des 4 millions de dollars investis au T1 de 2011.

Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque par province, premiers trimestres de 2011 et de 2012

Province	T1 de 2011	T1 de 2012	Variation en %
Colombie-Britannique	14	15	7
Alberta	4	3	-25
Saskatchewan	2	1	-50
Manitoba	2	1	s.o.
Ontario	39	43	10
Québec	62	40	-35
Nouveau-Brunswick	2	3	50
Nouvelle-Écosse	0	7	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	0	0	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	1	1	s.o.
Territoires	0	0	s.o.

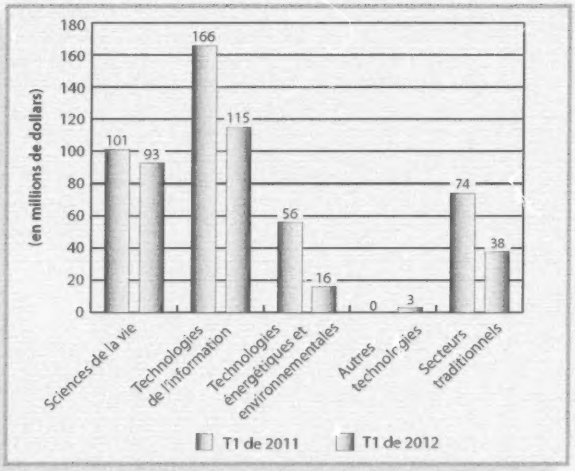
Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation dans les secteurs des sciences de la vie et des technologies énergétiques et environnementales; faible déclin dans le secteur des technologies de l'information et des communications

Au cours du T1 de 2012, les entreprises œuvrant dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ont continué d'attirer la majorité du financement, soit 115 millions de dollars ou 44 % de l'ensemble du financement) (figure 6). Ces chiffres représentent une baisse de 31 % comparativement à l'investissement total en capital de risque dans les TIC au cours du T1 de 2011. La majorité des investissements enregistrés dans le secteur des TIC sont allés dans des entreprises de l'Ontario, qui ont attiré 57 % (65 millions de dollars) des investissements en capital de risque dans le secteur des TIC au Canada. Fait à remarquer, 87 % des sommes totales des TIC ont été investies dans des entreprises œuvrant dans les secteurs du réseau Internet et des logiciels, comparativement à seulement 39 % au cours de la même période l'année dernière.

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, premiers trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Les entreprises œuvrant dans les secteurs des sciences de la vie et des technologies énergétiques et environnementales ont attiré moins de financement au T1 de 2012 qu'au T1 de 2011. La baisse des investissements dans les entreprises œuvrant dans les secteurs des sciences énergétiques et environnementales a été particulièrement remarquable, ces entreprises ayant attiré seulement 16 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente un déclin de près de 72 % comparativement à la même période l'année dernière.

ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES

Activités de la Banque de développement du Canada

Au cours du T1 de 2012, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 19,8 millions de dollars au profit de 17 entreprises (tableau 4). Ces financements ont été bonifiés à un total de 59,4 millions de dollars qui comprend les contributions de co-investisseurs.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque au premier trimestre de 2012

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(en millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	5,1	8,4	13,5	8
Développement	10,4	20,5	30,9	8
Étapes ultérieures	4,3	10,7	15,0	1
Total	**19,8**	**39,6**	**59,4**	**17**

Source : Banque de développement du Canada.

En outre, la BDC a investi 23 millions de dollars dans des fonds indépendants privés. Les fonds ont été jumelés par des co-investisseurs, pour un total de 200 millions de dollars.

Budget du gouvernement fédéral pour 2012

Dans le Budget de 2012, le gouvernement fédéral prévoit 400 millions de dollars en fonds disponibles pour aider à accroître les investissements du secteur privé dans le capital de risque de démarrage et pour appuyer la création de fonds de capital de risque à grande échelle dirigés par le secteur privé. Cette mesure accroîtra le financement mis à la disponibilité d'entreprises novatrices axées sur la croissance et orientera les ressources vers les entreprises les plus susceptibles de devenir des chefs de file mondiaux. Au cours des prochains mois, le gouvernement du Canada se penchera sur la manière de structurer son soutien afin de stimuler les investissements et la gestion par le secteur privé de fonds de capital de risque de démarrage et de fonds à grande échelle.

En outre, le Budget de 2012 confirme l'engagement pris antérieurement d'accorder 100 millions de dollars additionnels à l'appui des activités de la Banque de développement du Canada liées au capital de risque.

Budget de la province du Québec pour 2012

Dans le Budget de 2012-2013 du Québec, le gouvernement de cette province s'engage à achever la transformation de son initiative Innovatech, qui offre du financement et du soutien aux entreprises technologiques du Québec, en un partenariat public-privé exploité par Desjardins—Innovatech. En outre, le gouvernement du Québec injectera 80 millions de dollars en plus des 100 millions de dollars provenant de partenaires, pour un total de 180 millions de dollars qui seront investis dans des entreprises québécoises. Les fonds serviront à :

- la mise en place, dans la région de la Ville de Québec, d'un nouvel accélérateur technologique pour soutenir le développement des meilleures entreprises technologiques de la région et de l'est du Québec;
- créer le Fonds Québec Technologique pour appuyer les meilleures entreprises issues de l'accélérateur technologique;
- créer un fonds de co-investissement avec le réseau Anges-Québec afin d'appuyer les entreprises innovantes en début de commercialisation;
- mettre en place un fonds spécialisé en capital de risque technologique en partenariat avec un fonds de capital de risque européen, soit le fonds de France CM-CIC Capital Finance. Ce partenariat sera bénéfique pour les entreprises technologiques du Québec et leur ouvrira des portes sur le marché européen.

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle, veuillez faire votre demande à www.ic.gc.ca/PMErecherche/abonnement.

Pour toute question concernant le contenu, veuillez communiquer par courriel à MoniteurCR-VCMonitor@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à : www.ic.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

Cat. No. Iu186-2/2012-1F-PDF
ISSN 1911-9275
61007

Also available in English under the title *Venture Capital Monitor—Q1 2012.*